

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/Q1/THA/1

5 juillet 1996

(96-2583)

**Groupe de travail des entreprises
commerciales d'Etat**

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS DU CANADA¹, DU JAPON² ET DES ETATS-UNIS³
SUR LA NOTIFICATION PRESENTEE PAR LA THAILANDE⁴
CONFORMEMENT A L'ARTICLE XVII

La Mission permanente de la Thaïlande a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, datée du 25 juin 1996.

Questions du Canada

1. La notification présentée par la Thaïlande mentionne trois entreprises commerciales d'Etat. Toutefois, le rapport établi par le Secrétariat de l'OMC sur la politique commerciale de la Thaïlande, présenté un mois plus tard en novembre 1995, fait mention de 22 entreprises commerciales d'Etat. Prière de fournir de plus amples renseignements détaillés sur les 19 entreprises qui n'ont pas été notifiées afin d'éclaircir cette question.

Il y a en Thaïlande seulement trois entreprises commerciales d'Etat dont les activités ont pour objet l'importation et/ou l'exportation. Il s'agit de l'Organisation des entrepôts publics, de l'Organisation des distilleries de boissons alcooliques et du Monopole thaïlandais des tabacs. Les autres entreprises commerciales d'Etat qui ne sont pas mentionnées ont des fonctions se rapportant essentiellement aux services publics ou d'autres formes d'activités économiques sans lien avec l'importation/exportation.

Quant aux 19 autres entreprises commerciales d'Etat en question, elles participent à la production et/ou la distribution intérieure dans le cadre de la politique du gouvernement. Par ailleurs, les entreprises privées peuvent concurrencer ces entreprises commerciales d'Etat ouvertement et librement, sans aucune restriction dans les domaines de la production et de l'importation/exportation. On peut, en résumé, apporter à leur sujet les précisions suivantes:

- Entreprises commerciales d'Etat fonctionnant sous la supervision du Ministère de la défense: Organisation du verre, Organisation du tannage, Organisation du textile et Organisation des piles et batteries. Elles ont été créées principalement à des fins militaires. Aucune ne se livre à des activités d'importation/exportation.

¹G/STR/W/13.

²G/STR/W/4.

³G/STR/W/2, G/STR/W/10.

⁴G/STR/N/1/THA.

- Office thaïlandais des pétroles. Il fonctionne comme une entreprise privée normale. Il ne bénéficie d'aucun privilège particulier de la part du gouvernement. Il est en libre concurrence avec les autres entreprises internationales et nationales.
- Organisation de l'industrie forestière. Elle n'est chargée ni d'exporter ni d'importer. Elle a des activités lucratives fondées sur l'industrie forestière et les secteurs connexes. Elle ne bénéficie d'aucun privilège particulier. Elle est en libre concurrence avec le secteur privé.
- Organisation du caoutchouc. Elle n'est chargée ni d'exporter ni d'importer. Elle a pour objectifs la plantation d'hévéas et la production de caoutchouc. Elle ne bénéficie d'aucun privilège particulier. Elle est en libre concurrence avec le secteur privé.
- Office de commercialisation des poissons. Il n'est chargé ni d'exporter ni d'importer. Il a pour objectif d'offrir pour les produits de la pêche des possibilités de commercialisation sur le marché intérieur. Il ne bénéficie d'aucun privilège particulier. Il est en libre concurrence avec le secteur privé.
- Organisation des entrepôts réfrigérés. Elle n'est chargée ni d'exporter ni d'importer. Elle fournit des services dans le domaine de l'entreposage réfrigéré à l'Etat et au public. Elle ne bénéficie d'aucun privilège particulier. Elle est en libre concurrence avec le secteur privé.
- Organisation de promotion de la production laitière de Thaïlande. Elle n'est chargée ni d'exporter ni d'importer. Elle assure une formation et diffuse les techniques de production laitière parmi les exploitants de fermes laitières. Elle ne bénéficie d'aucun privilège particulier. Elle est en libre concurrence avec le secteur privé.
- Compagnie thaïlandaise du contreplaqué. Elle n'est chargée ni d'exporter ni d'importer. Elle fabrique des contreplaqués, des feuilles de placage et des portes isoplanes. Elle ne bénéficie d'aucun privilège particulier. Elle est en libre concurrence avec le secteur privé.
- Office de commercialisation des agriculteurs. Il n'est chargé ni d'exporter ni d'importer. Il achète et organise l'achat aux agriculteurs des denrées agricoles et des produits indigènes. Il distribue aux agriculteurs les biens de consommation essentiels à des prix raisonnables. Il ne bénéficie d'aucun privilège particulier. Il est en libre concurrence avec le secteur privé.
- Sociétés commerciales provinciales de Lampoon, Prachinburi et Surin. Aucune de ces sociétés n'est encore en activité.

2. Dans ses notifications concernant l'administration des contingents tarifaires, la Thaïlande a précisé le rôle de l'Organisation des entrepôts publics (pour les pommes de terre) et de la Société thaïlandaise de la canne à sucre et du sucre (pour les sucres de canne ou de betterave) dans l'administration de certains contingents tarifaires (G/AG/N/THA/2 et THA/5, respectivement). Or, la notification concernant le commerce d'Etat mentionne la première de ces entités, mais non la deuxième. Conformément à l'engagement de la Thaïlande en matière d'accès aux marchés, la Société thaïlandaise de la canne à sucre et du sucre bénéficiera de toutes les attributions contingentaires. La Thaïlande pourrait-elle décrire les autres fonctions de cette société ainsi que leur rapport avec son rôle dans les importations? Cette société devrait-elle être notifiée en tant qu'entreprise commerciale d'Etat? Si tel n'est pas le cas, pourquoi?

La Société thaïlandaise de la canne à sucre et du sucre est une entreprise dont l'organisation est particulière. Le portefeuille d'actions de la société est réparti entre trois groupes principaux, à savoir les planteurs de canne à sucre, les transformateurs et le gouvernement (représenté par le Ministère du commerce, le Ministère de l'industrie, le Ministère de l'agriculture et des coopératives). L'entreprise a été créée essentiellement dans le but de mettre en place un mécanisme pour la fixation d'un prix de référence (à l'exportation) qui permettent de calculer le prix de la canne à sucre selon le principe du partage des recettes entre les planteurs et les transformateurs.

Avant qu'elle n'ait été désignée pour remplir les engagements contractés envers l'OMC, la Société thaïlandaise de la canne à sucre et du sucre ne s'était jamais occupée d'importation. En dehors de sa fonction principale qui a trait à l'exportation du sucre et du rôle limité qu'elle joue dans les importations au titre de l'engagement relatif à l'accès aux marchés, la Société n'exerce aucune autre fonction ou ne mène aucune autre activité se rapportant aux importations. De part sa structure et malgré la place que le gouvernement y occupe, elle a uniquement pour tâche de surveiller l'application d'une politique où toutes les décisions sont le fruit de compromis entièrement dictés par des considérations commerciales entre les transformateurs et les planteurs de canne à sucre. La Société n'est donc pas considérée comme remplissant les conditions requises pour être une entreprise commerciale d'Etat puisqu'elle est relativement indépendante du gouvernement du point de vue de la participation au capital social.

Question du Japon

Nous notons que, dans sa notification, la Thaïlande précise que seule l'Organisation des entrepôts publics est habilitée à importer des pommes de terre et du thé. La Thaïlande pourrait-elle fournir des précisions sur les critères en fonction desquels les produits dont s'occupe cette organisation sont choisis? Est-il possible que la gamme des produits en question soit élargie à l'avenir?

En ce qui concerne la notification de la Thaïlande relative à l'administration des contingents tarifaires au titre de l'Accord sur l'agriculture, l'Organisation des entrepôts publics a été désignée en tant qu'organisme chargé d'importer dans le cadre des contingents tarifaires certaines quantités de pommes de terre, de coprah, d'huile de coco, d'huile de palme, de café et d'ail. On soulignera à nouveau que le droit d'importer qui est ainsi accordé à l'Organisation ne porte pas sur la totalité mais seulement sur une fraction déterminée du contingent tarifaire de chaque catégorie de produits.

En outre, le rôle joué par l'Organisation des entrepôts publics dans l'importation ne concerne pas ceux des produits agricoles qui sont exclus du régime de contingents tarifaires.

A l'heure actuelle, il n'y a en Thaïlande ni politique ni projet visant à étendre ou élargir à l'avenir la gamme des produits relevant de l'Organisation des entrepôts publics.

Questions des Etats-Unis

1. La notification relative aux pommes de terre et au thé pourrait être plus précise. L'Organisation des entrepôts publics est chargée de veiller à ce que la production nationale de pommes de terre n'entraîne pas un encombrement du marché dans le pays et à ce que les pommes de terre importées soient utilisées seulement pour la plantation et non pour la consommation. En ce qui concerne le monopole de l'importation du thé, l'une des principales fonctions mentionnées est d'assurer que les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale des thés importés sont respectées. Comme il n'est pas certain que ces attributions soient compatibles avec les dispositions du GATT, de plus amples renseignements seraient utiles.

En septembre 1995, le Ministère du commerce a chargé l'Organisation des entrepôts publics d'administrer l'importation de pommes de terre dans le cadre des contingents tarifaires. Cet arrangement vise essentiellement à faciliter l'importation en conformité avec l'Accord sur l'agriculture. S'agissant de l'importation de thé, les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale ont été supprimées également en septembre 1995.

2. Nous notons que la Thaïlande a déclaré que "le Monopole thaïlandais des tabacs est l'importateur exclusif du tabac utilisé pour produire des cigarettes en Thaïlande", sans cependant rendre compte des activités d'importation de cette entité. La Thaïlande pourrait-elle indiquer le volume des importations effectuées par le Monopole thaïlandais des tabacs et préciser le rapport entre les prix à l'importation et les prix intérieurs?

Importations de tabacs

Année (1)	Volume (2)	Valeur (3)	Prix moyen (4) = (3)/(2)
1991	8 800 500	1 381 860 000	157,0
1992	7 896 008	1 265 218 530	160,2
1993	7 700 965	940 500 014	122,1
1994	8 726 762	1 438 881 599	164,9
1995	9 702 295	1 597 428 042	164,6

Quantité: en kilogramme

Prix: en baht/kg

Prix intérieur et volumes achetés par le Monopole thaïlandais des tabacs

Année	Volume	Prix (Moyenne)
1991	36 669 826	36,2
1992	46 306 067	38,5
1993	42 614 243	38,1
1994	31 509 366	38,7
1995	32 065 534	39,5

Quantité: en kilogramme

Prix: en baht/kg